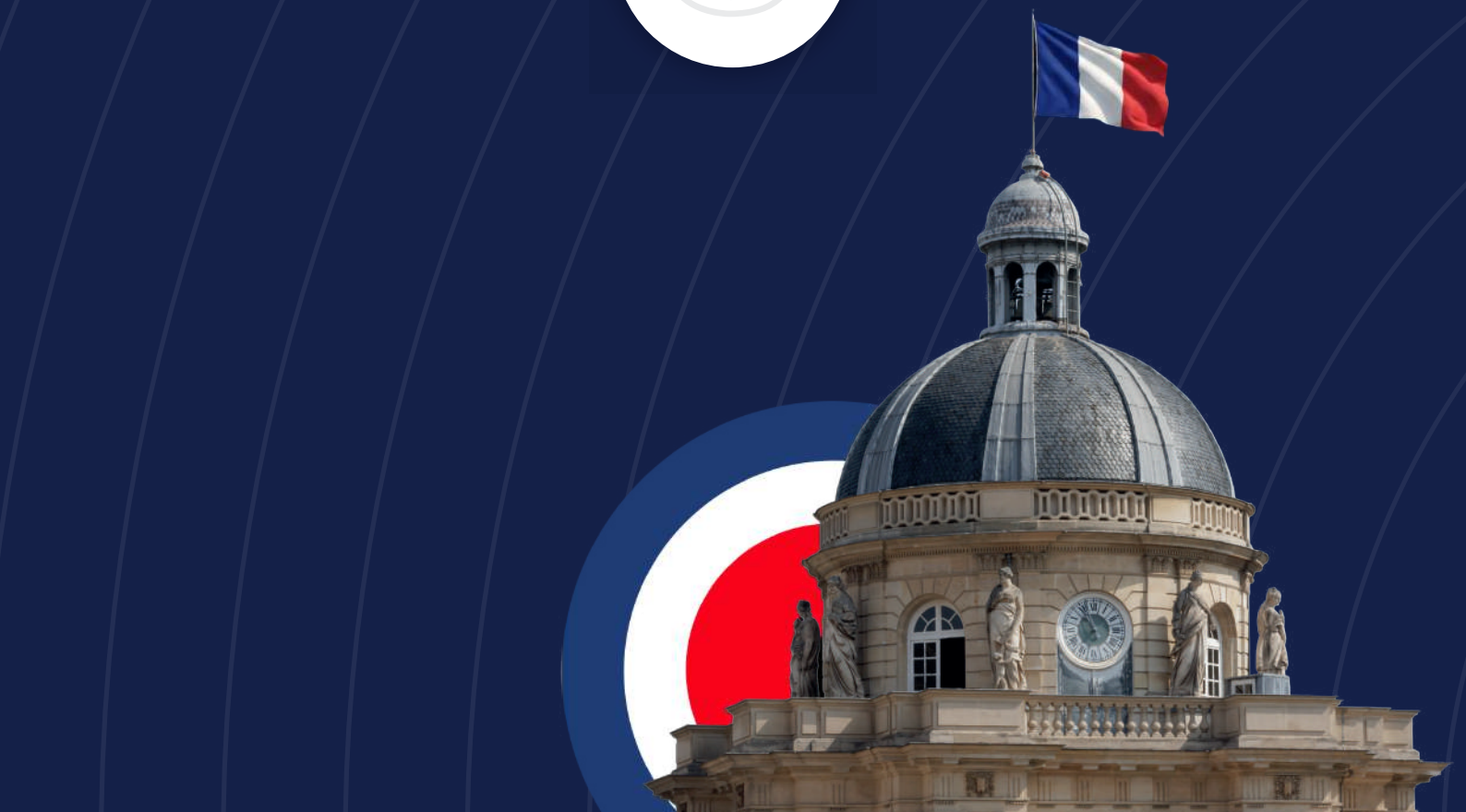
NOVEMBRE 2026

L'ASSEMBLÉE DES ÉLUS LOCAUX

Les rapports d'information et les textes de loi
adoptés par le Sénat intéressant les collectivités territoriales

SÉNAT



Sommaire

01 Au cours de la session 2025-2026, le Sénat a voté des mesures pour les élus locaux 03

02 Lois promulguées pour les élus locaux 05

03 Lois adoptées par le Sénat pour les élus locaux 06

04 Travaux des commissions par thématiques pour les élus locaux 08

- Éducation et patrimoine 08
- Énergie 08
- Environnement et agriculture 09
- Finances, économie, emploi et numérique 09
- Logement et urbanisme 10
- Outre-mer 11
- Santé et social 11
- Sécurité et défense 12
- Territoires - collectivités 12
- Transports 12

05 Travaux des délégations pour les élus locaux 13

- Démocratie locale : décentralisation et déconcentration 13
- Éducation 13
- Égalité homme/femme 13
- Environnement 14
- Finances, économie, emploi et numérique 14
- Outre-Mer 14
- Santé et social 15

01 Au cours de la session 2025-2026, le Sénat a voté des mesures pour les élus locaux

Loi n° 2026-797 du 18 août 2026 pour une montagne vivante et souveraine :

- Assouplir les règles d'urbanisme propres aux territoires de montagne, notamment pour favoriser le maintien des activités agricoles ;
- Permettre aux schémas de cohérence territoriale de lever l'application de la loi Littoral sur une partie des communes riveraines de grands lacs de montagne ;
- Consacrer le principe d'un usage partagé et d'un stockage de la ressource en eau pour l'ensemble des besoins des territoires de montagne ;
- Prendre en compte des activités agricoles et pastorales dans l'élaboration du plan départemental des espaces, sites et itinéraires (PDESI), afin de prévenir les conflits d'usage.
- Informer chaque année les collectivités territoriales compétentes, sur l'ensemble du territoire, des prévisions d'effectifs scolaires dans le premier et le second degré et de leurs conséquences possibles sur les ouvertures et fermetures de classes à un horizon de trois à cinq ans
- Prévoir, dans le premier degré en zone de montagne, l'adaptation des seuils d'effectifs pour l'ouverture et la fermeture de classes, en tenant compte de la situation géographique des écoles publiques ou réseaux d'écoles publiques, de la démographie scolaire, de l'isolement, des conditions d'accès et des temps de transport scolaire.

Loi n° 2026-796 du 18 août 2026 d'urgence pour la protection et la souveraineté agricoles :

- Permettre la labellisation de projets d'avenir agricole par l'État et les régions, afin de mettre en œuvre les conclusions des conférences de la souveraineté alimentaire ;
- Remplacer la réunion publique de clôture par la tenue d'une permanence pour les projets d'ouvrages de stockage d'eau et les prélèvements sur les eaux superficielles ou souterraines associés soumis à autorisation environnementale ;
- Modifier la composition des commissions locales de l'eau en renforçant la représentation des usagers économiques, dont celle des professions agricoles, et instaurer en leur sein une commission technique chargée d'instruire les questions relatives aux usages agricoles de l'eau ;
- Rendre effective la compensation collective agricole en créant un régime de sanctions administratives et d'astreintes qui s'applique aux maîtres d'ouvrage, dont les collectivités territoriales ;
- Assouplir le mécanisme de la compensation écologique sur les terrains agricoles en élargissement le périmètre géographique sur lequel ces mesures s'appliquent.

Loi n° 2026-554 du 29 juin 2026 visant à relancer les investissements dans le secteur de l'hydroélectricité pour contribuer à la transition énergétique

- Améliorer le partage de la valeur au profit des collectivités territoriales : relèvement du montant de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (Ifer) qui leur sera versée ; application du dispositif de prélèvement sur les recettes afin de compenser les effets de la réforme pour certaines d'entre elles ; reversement aux établissements publics territoriaux de bassin (EPTB) d'une part de la redevance attribuée à l'État
- Permettre aux collectivités territoriales d'entrer au capital d'entreprises de production d'énergies renouvelables
- Améliorer l'information des collectivités territoriales et des habitants riverains sur les conditions d'exploitation des installations

- Consulter les EPTB afin de déterminer les installations pour lesquelles le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation est prioritaire

Loi n° 2026-553 du 29 juin 2026 visant à améliorer l'accès au logement des travailleurs des services publics

- Créer une « clause de fonction » permettant la réservation de logements dans le parc social en lien avec l'exercice d'un emploi pour les agents des trois versants de la fonction publique ;
- Permettre à l'autorité compétente pour délivrer les autorisations d'urbanisme de déroger aux règles de destination fixées par le plan local d'urbanisme (PLU) pour autoriser la création de logements ou d'hébergements à destination des travailleurs du service public.

Loi n° 2026-791 du 16 août 2026 actualisant la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense

- Inscription d'une base légale dans le CGCT pour la désignation par le maire du correspondant défense de la commune ;
- Validation de l'augmentation des crédits d'équipement des forces, au profit des 4500 PME et ETI de la base industrielle et technologique de défense réparties sur l'ensemble du territoire national ;

Loi n° 2025-1403 du 30 décembre 2025 de financement de la sécurité sociale pour 2026

- Réforme de la tarification dite « SERAFIN-PH » dans les établissements pour enfants et jeunes adultes handicapés à partir de 2027, avec pour objectif d'améliorer l'adéquation entre les dotations versées et les besoins de financement des structures
- Contribution de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) à la prise en charge du coût de l'accord du 4 juin 2024 de revalorisation salariale pour les départements
- Soutien des Ehpad à hauteur de 150 millions d'euros
- Maintien de la Lodéom

Loi n° 2026-404 du 26 mai 2026 visant à garantir l'égal accès de tous à l'accompagnement et aux soins palliatifs

- Mise en place d'organisations territoriales permettant de mettre en œuvre les soins palliatifs et d'accompagnement sur l'ensemble du territoire, dans une logique de gradation en fonction de la situation de la personne malade, structures auxquelles appartiennent des représentants des collectivités territoriales

Loi n° 2026-442 du 4 juin 2026 visant à étendre à toutes les communes la compensation financière prévue pour les communes de plus de 3 500 habitants pour l'exercice de l'ensemble des compétences du service public de la petite enfance

- Extension aux communes de moins de 3 500 habitants de la compensation financière prévue pour l'exercice de l'ensemble des compétences du service public de la petite enfance

Loi n° 2026-351 du 9 mai 2026 relative à la restitution de biens culturels ayant fait l'objet d'une appropriation illicite

- Subordonner à l'approbation préalable de la collectivité propriétaire la sortie du domaine public d'un bien culturel lui appartenant, en vue de sa restitution à un État étranger
- Associer des représentants des collectivités territoriales à la commission nationale de restitution des biens culturels, dont l'avis est obligatoire
- Inscrire dans les missions des musées de France, y compris territoriaux, l'établissement et la diffusion du parcours des œuvres de leurs collections

Projet de loi de finances pour 2026

- Redimensionnement du DILICO en supprimant la contribution des communes et en divisant par deux la contribution des intercommunalités et des départements
- Modération de la baisse du prélèvement sur recettes concernant la baisse des valeurs locatives des locaux industriels et plafonnement des baisses encourues
- Doublement du fonds de sauvegarde en faveur des départements
- Extension de la dotation particulière élu local (DPEL)
- Annulation de la fusion des dotations de soutien à l'investissement des collectivités proposée par le gouvernement et maintien de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)

02 Lois promulguées pour les élus locaux

Loi n° 2025-1249 du 22 décembre 2025 portant création d'un statut de l'élu local

- Améliorer la conciliation entre vie personnelle, vie professionnelle et exercice du mandat local (remboursement des frais de garde, amélioration du régime des autorisations d'absence, extension de la durée du congé électif et du congé de formation, etc.) ;
- Améliorer le régime de retraite des membres des exécutifs locaux afin de mieux prendre en compte leur engagement au service de la collectivité, en leur accordant une bonification d'un trimestre par mandat complet dans la limite de trois trimestres ;
- Sécuriser juridiquement la définition de la prise illégale d'intérêts, en particulier en prévoyant que ce délit ne pourra plus être constitué du seul fait d'une interaction entre deux intérêts publics ;
- Clarifier le régime de présomption de la prise illégale d'intérêts ou du conflit d'intérêts pour les élus locaux ; le critère retenu est désormais la perception d'une rémunération ou d'un avantage particulier, permettant aux élus qui représentent leur collectivité dans une entité tierce à titre gratuit de bénéficier d'un régime plus souple de déport pour les délibérations qui concernent ladite entité ;
- Rétablir l'automaticité de l'octroi de la protection fonctionnelle au bénéfice de l'ensemble des élus, qu'ils soient chargés ou non de fonctions exécutives.

Loi n° 2025-1251 du 22 décembre 2025 relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux

- Clarification du cadre juridique applicable à la protection sociale complémentaire des agents territoriaux en l'alignant sur celui du secteur privé agents en cas de succession de contrats ;
- Sécurisation de son application afin de garantir la reprise des droits des agents en cas de changement de contrat collectif ou de passage d'un contrat individuel à un contrat collectif.

Loi organique n° 2026-410 du 28 mai 2026 portant régularisation des natifs dans le corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de Nouvelle-Calédonie

- Élargir le corps électoral provincial, de façon à y intégrer l'ensemble des électeurs nés en Nouvelle-Calédonie ;
- Rendre automatique l'inscription de ces électeurs sur la liste électorale provinciale.

Loi n° 2026-798 du 18 août 2026 visant à offrir des réponses immédiates aux phénomènes troublant l'ordre public, la sécurité et la tranquillité de nos concitoyens

- Créer un délit d'organisation et de participation à un rassemblement motorisé interdit (de type rodéo, tuning ou run) ;
- Permettre au juge d'ordonner la remise en l'état sous astreinte des lieux dégradés par une rave-party illégale ;
- -Rembourser aux collectivités territoriales les dépenses supplémentaires qu'elles ont engagées en raison de l'organisation du rassemblement ;
- Faciliter la caractérisation du trouble à l'ordre public et les procédures d'évacuation des occupations illicites de terrains par des gens du voyage.

03 Lois adoptées par le Sénat pour les élus locaux

Projet de loi portant simplification des normes applicables aux collectivités territoriales

- Suppression de la mesure relative à la modification des statuts d'un EPCI, afin de préserver la place des communes au sein de l'intercommunalité ;
- Préservation de la faculté d'opposition d'une commune aux dispositions qui la concernent lors de l'élaboration ou de la révision d'un plan local d'urbanisme intercommunal ;
- Autorisation donnée aux maires et aux présidents d'EPCI confrontés à des besoins particuliers en matière de logement de déroger aux règles du plan local d'urbanisme pour favoriser la construction de résidences principales ;
- Application du principe "dites-le nous une fois" aux demandes de subvention des communes.

Proposition de loi visant à coordonner le droit des entreprises publiques locales avec la loi n° 2025-1249 du 22 décembre 2025 portant création d'un statut de l'élu local

- Allégement les obligations de déport applicables aux élus non rémunérés siégeant dans les entreprises publiques locales ;
- Simplification le régime de déport pour les élus rémunérés, tout en le rendant plus restrictif, ceux-ci étant exclus de toute délibération concernant l'entreprise publique locale.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage

- Introduction d'une nouvelle catégorie d'aires d'accueil : les « aires de petit passage », et prévu la prise en compte de ces dernières dans le calcul du quota de logements locatifs sociaux imposé aux communes ;
- Remplacement de la nouvelle taxe prévue par la proposition de loi par une réforme du droit d'usage et de la tarification des prestations déjà applicables aux occupants des aires d'accueil, afin d'instaurer une véritable redevance d'occupation du domaine public assortie de modalités effectives de collecte et de recouvrement ;
- Renforcement de la procédure administrative d'évacuation d'office, notamment en fixant à 24 heures le délai d'exécution de la mise en demeure de quitter les lieux ainsi que le délai dont dispose le juge administratif pour statuer en cas de recours contre la décision de mise en demeure ;
- Respect du principe de la réparation par l'État des dommages causés aux collectivités du fait de l'abstention du préfet de procéder à l'évacuation forcée.

Proposition de loi visant à faciliter la création et le fonctionnement des communes nouvelles

- Suppression des précisions relatives au contenu et à la procédure d'élaboration de la charte de gouvernance de la commune nouvelle, afin de préserver la liberté des élus ;
- Allongement de trois à six ans de la durée de la garantie d'éligibilité à la DETR dont bénéficient certaines communes nouvelles au cours des premières années suivant leur création ;
- Suppression de l'interdiction du cumul des fonctions de maire délégué de plusieurs communes déléguées, afin de ne pas soumettre les communes nouvelles à des contraintes supplémentaires.

Projet de loi relatif à l'extension des prérogatives, des moyens, de l'organisation et du contrôle des polices municipales et des gardes champêtres

- Permettre aux services de police municipale à compétence judiciaire élargie de constater des délits et d'établir une amende forfaitaire délictuelle pour de nouvelles infractions, notamment la conduite sans permis, la conduite sans assurance ou encore le port ou le transport d'armes blanches ;
- Autoriser, dans des conditions strictement définies, l'accès des policiers municipaux et des gardes champêtres aux fichiers de police nécessaires à l'exercice de ces nouvelles prérogatives (le traitement des antécédents judiciaires et le fichier des véhicules assurés) ;
- Permettre aux agents de police municipale et aux gardes champêtres de relever l'identité de tout auteur de crime ou de délit flagrant, et non uniquement des auteurs d'infractions qu'ils sont habilités à constater ;
- Autoriser des communes non limitrophes à mettre en commun des policiers municipaux ;
- Ajouter les foires et marchés aux événements et lieux pour lesquels les polices municipales pourront être affectées à la sécurité ;
- Étendre la possibilité de recourir à des agents temporaires de police municipale (ATPM) pour les grandes manifestations sportives, récréatives ou culturelles.

04 Travaux des commissions par thématiques pour les élus locaux

Éducation et patrimoine

Faire du patrimoine monumental un levier de développement dans les territoires

Rapport d'information n° 865 (2025-2026) - 7 juillet 2026

de Mmes Nathalie DELATTRE, Else JOSEPH et Paulette MATRAY au nom de la Commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport

Enseignement des langues régionales : agir pour la transmission de ce patrimoine immatériel

Rapport d'information n° 31 (2025-2026) - 15 octobre 2025

de M. Max BRISSON et Mme Karine DANIEL au nom de la Commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport

Proposition de loi portant réforme des critères d'attribution de l'éducation prioritaire pour l'équité des résultats et l'égalité territoriale

Rapport n° 648 (2025-2026) - 20 mai 2026

de Mme Annick BILLON au nom de la Commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport

Proposition de loi relative à l'expérimentation d'une gouvernance territoriale unifiée pour le centre de ressources, d'expertise et de performance sportive (CREPS) de Vichy

Rapport n° 729 (2025-2026) - 10 juin 2026

de M. Christian BRUYEN au nom de la Commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport

Énergie

Hydroélectricité : Faire barrage à la mise en concurrence

Rapport d'information n° 1 (2025-2026) - 1er octobre 2025

de MM. Daniel GREMILLET, Patrick CHAUVET, Jean-Jacques MICHAU et Fabien GAY au nom de la commission des affaires économiques

Proposition de loi visant à clarifier le déploiement de la production d'énergie solaire sur le territoire

Rapport n° 548 (2025-2026) - 15 avril 2026

de M. Yves BLEUNVEN au nom de la commission des affaires économiques

Proposition de loi visant à lever dans les territoires d'outre-mer l'interdiction de recherche, d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures

Rapport n° 297 (2025-2026) - 21 janvier 2026

de M. Vincent LOUAULT au nom de la commission des affaires économiques

Projet de loi portant habilitation de l'assemblée de Martinique à fixer elle-même des règles applicables sur son territoire en application de l'article 73 de la Constitution en matière d'énergie, d'eau et d'assainissement

Avis n° 463 (2025-2026) - 25 mars 2026 de M. Patrick CHAUVET au nom de la commission des affaires économiques

Environnement et agriculture

La viticulture, une filière d'avenir : l'urgence de l'union !
Rapport d'information n° 96 (2025-2026) - 29 octobre 2025
de MM. Daniel LAURENT, Henri CABANEL et Sébastien PLA au nom de la commission des affaires économiques

Proposition de loi visant à mieux concerter, informer et protéger les riverains de parcelles agricoles exposés aux pesticides de synthèse
Rapport n° 208 (2025-2026) - 10 décembre 2025
de M. Pierre CUYPERS au nom de la commission des affaires économiques

Balance commerciale agricole : chronique d'une chute annoncée. Y a-t-il un pilote dans le tracteur ?
Rapport d'information n° 317 (2025-2026) - 28 janvier 2026
de M. Laurent DUPLOMB au nom de la commission des affaires économiques

Crise de la dermatose nodulaire contagieuse : un premier bilan
Rapport d'information n° 354 (2025-2026) - 4 février 2026
de Mmes Martine BERTHET, Annick JACQUEMET, MM. Gérard LAHELLEC et Christian REDON-SARRAZY au nom de la commission des affaires économiques

Le pastoralisme : un modèle d'élevage d'avenir
Rapport d'information n° 699 (2025-2026) - 3 juin 2026
de MM. Jean-Marc BOYER, Yves BLEUNVEN et Lucien STANZIONE au nom de la commission des affaires économiques

L'empreinte environnementale de l'IA : un défi pour la planète, une opportunité pour la France et l'Europe
Rapport d'information n° 949 (2025-2026) - 16 septembre 2026
de MM. Guillaume CHEVROLLIER, Damien MICHALLET et Simon UZENAT au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

Loi n° 2026-381 du 19 mai 2026 visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations
Rapport n° 361 (2024-2025) - 19 février 2025
de M. Pascal MARTIN au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

Finances, économie, emploi et numérique

Contre un crash programmé : dix-huit mesures d'urgence pour l'industrie automobile française
Rapport d'information n° 37 (2025-2026) - 15 octobre 2025
de M. Alain CADEC, Mme Annick JACQUEMET et M. Rémi CARDON au nom de la commission des affaires économiques

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité
Rapport n° 433 (2025-2026) - 25 février 2026
de M. Guislain CAMBIER au nom de la commission des affaires économiques

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français
Rapport n° 435 (2025-2026) - 25 février 2026
de M. Patrick CHAIZE au nom de la commission des affaires économiques

Proposition de loi visant à garantir l'équilibre économique de l'exploitation des réseaux d'initiative publique par un mécanisme de péréquation
Rapport n° 502 (2025-2026) - 1er avril 2026
de M. Alain CADEC au nom de la commission des affaires économiques

Face à la décommercialisation, réinventer le commerce physique
Rapport d'information n° 821 (2025-2026) - 1er juillet 2026
de Mme Marie-Lise HOUSSEAU, MM. Patrick CHAIZE et Philippe GROSVALET au nom de la commission des affaires économiques

Extinction des fréquences 2G/3G : piloter les risques plutôt qu'en subir les conséquences
Rapport d'information n° 380 (2025-2026) - 11 février 2026
de M. Sébastien FAGNEN au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

Les CCI et CMA : des réseaux de proximité indispensables au tissu économique local
Rapport d'information n° 877 (2025-2026) - 8 juillet 2026
M. Thierry COZIC et Mme Frédérique ESPAGNAC au nom de la commission des finances

La stupéfiante improvisation du financement de la politique du « Zéro artificialisation nette »
Rapport d'information n° 813 (2025-2026) - 30 juin 2026
de Mme Sophie PRIMAS et M. Hervé MAUREY au nom de la commission des finances

Le financement de la vidéoprotection dans la politique de prévention de la délinquance
Rapport d'information n° 719 (2025-2026) - 10 juin 2026
de Mme Florence BLATRIX CONTAT au nom de la commission des finances

Sortir le tribunal du stationnement payant de l'embouteillage contentieux
Rapport d'information n° 661 (2025-2026) - 27 mai 2026
de M. Christian BILHAC au nom de la commission des finances

Sécuriser le financement du renouvellement urbain pour préparer son avenir
Rapport d'information n° 616 (2025-2026) - 13 mai 2026
de Mme Sophie PRIMAS au nom de la commission des finances

La politique de l'emploi et les territoires : des spécificités à mieux appréhender
Rapport d'information n° 349 (2025-2026) - 4 février 2026
de M. Emmanuel CAPUS et Mme Ghislaine SENÉE au nom de la commission des finances

Les dysfonctionnements dans la collecte de la taxe d'aménagement et ses conséquences financières
Rapport d'information n° 119 (2025-2026) - 12 novembre 2025
de M. Stéphane SAUTAREL et Mme Isabelle BRIQUET au nom de la commission des finances

Recyclage, réutilisation, réparation : éviter le gaspillage
Rapport d'information n° 11 (2025-2026) - 8 octobre 2025
de Mme Christine LAVARDE au nom de la commission des finances

Proposition de loi visant à remobiliser le bâti rural
Rapport n° 692 (2025-2026) - 3 juin 2026
de Mme Sophie PRIMAS au nom de la commission des finances

Proposition de loi portant une gouvernance claire, juste et solidaire pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI)
Rapport n° 466 (2025-2026) - 25 mars 2026
de M. Laurent SOMON au nom de la commission des finances

Le financement des infrastructures sportives par l'Agence nationale du sport
Rapport d'information n° 809 (2025-2026) - 30 juin 2026
de M. Éric JEANSANNETAS au nom de la commission des finances

Proposition de loi visant à garantir la qualité des services de gestion des déchets
Rapport n° 49 (2025-2026) - 21 octobre 2025
de M. Olivier PACCAUD au nom de la commission des finances

Projet de loi portant simplification des normes applicables aux collectivités territoriales
Avis n° 749 (2025-2026) du 16 juin 2026
de M. Stéphane SAUTAREL au nom de la commission des finances

Lever les freins à l'accélération industrielle : une initiative à renforcer
Rapport d'information n° 769 (2025-2026) - 18 juin 2026
de MM. Alain CADEC et Michaël WEBER au nom de la commission des affaires européennes

Les enjeux de mise en œuvre des fonds européens pour les collectivités territoriales
Rapport d'information n° 732 (2025-2026) - 10 juin 2026
de MM. Louis-Jean de NICOLAY et Michaël WEBER au nom de la commission des affaires européennes

CFP 2028-2034 : de grandes fusions au risque de beaucoup de confusion
Rapport d'information n° 532 (2025-2026) - 9 avril 2026
de Mmes Christine LAVARDE et Florence BLATRIX CONTAT au nom de la commission des affaires européennes

Logement et urbanisme

Programmer, accompagner, innover : 25 clés pour le logement des jeunes
Rapport d'information n° 29 (2025-2026) - 15 octobre 2025
de Mmes Martine BERTHET, Viviane ARTIGALAS et M. Yves BLEUNVEN au nom de la commission des affaires économiques

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction
Rapport n° 257 (2025-2026) - 6 janvier 2026
de Mmes Sylviane NOËL, Amel GACQUERRE et M. Marc SÉNÉ au nom de la commission des affaires économiques

Proposition de loi visant à donner aux acteurs locaux les moyens de lutter contre la cabanisation
Rapport n° 550 (2025-2026) - 15 avril 2026
de Mme Pauline MARTIN au nom de la commission des affaires économiques

Projet de loi visant la relance et la décentralisation du logement
Rapport n° 834 (2025-2026) - 1er juillet 2026
de Mmes Dominique ESTROSI SASSONE et Amel GACQUERRE au nom de la commission des affaires économiques

Outre-mer

Projet de loi de lutte contre la vie chère dans les outre-mer
Rapport n° 63 (2025-2026) - 22 octobre 2025
de Mme Micheline JACQUES et M. Frédéric BUVAL au nom de la commission des affaires économiques

Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation du droit des outre-mer
Rapport n° 690 (2025-2026) - 3 juin 2026
de Mme Évelyne RENAUD-GARABEDIAN au nom de la commission des affaires économiques

Le Plateau des Guyanes : affirmer la France comme un acteur régional clé
Rapport d'information n° 135 (2025-2026) - 19 novembre 2025 :
de MM. Cédric PERRIN, Étienne BLANC, Olivier CIGOLOTTI et André GUIOL au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées

Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation du droit des outre-mer
Avis n° 679 (2025-2026) - 2 juin 2026
de Mme Annick PETRUS au nom de la commission des affaires sociales

Mayotte et La Réunion : entre fragilités structurelles et menaces émergentes
Rapport d'information n° 525 (2025-2026) - 8 avril 2026
de Mmes Muriel JOURDA, Agnès CANAYER, M. Olivier BITZ et Mme Audrey LINKENHELD au nom de la commission des lois

Santé et social

Proposition de loi visant à exercer l'accès à l'emploi, à pérenniser et à étendre progressivement l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée » comme solution de retour à l'emploi pour les personnes privées durablement d'emploi
Rapport n° 700 (2025-2026) - 3 juin 2026
de Mme Frédérique PUISSAT au nom de la commission des affaires sociales

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels
Rapport n° 416 (2025-2026) - 18 février 2026
de Mme Émilienne POUMIROL au nom de la commission des affaires sociales

Proposition de loi visant à la création d'un centre hospitalier universitaire en Corse
Rapport n° 352 (2025-2026) - 4 février 2026
de Mme Anne-Sophie ROMAGNY au nom de la commission des affaires sociales

Accès aux soins à La Réunion : une offre de pointe, une responsabilité à l'échelle régionale
Rapport d'information n° 554 (2025-2026) - 15 avril 2026
de MM. Philippe MOUILLER, Laurent BURGOA, Alain MILON, Mmes Marion CANALÈS, Élisabeth DOINEAU et Corinne BOURCIER au nom de la commission des affaires sociales

Proposition de loi visant à assouplir la procédure d'autorisation des établissements et services sociaux et médico-sociaux à caractère expérimental
Rapport n° 644 (2025-2026) - 20 mai 2026
de Mme Monique LUBIN au nom de la commission des affaires sociales

Sécurité et défense

Rodéos motorisés et rave parties illégales : 28 propositions pour mieux les prévenir, les détecter et les réprimer

Rapport d'information n° 583 (2025-2026) - 29 avril 2026

de Mmes Lauriane JOSENDE, Isabelle FLORENNES et M. Hussein BOURGI au nom de la commission des lois

La guerre des drones : l'urgence d'un sursaut stratégique français

Rapport d'information n° 861 (2025-2026) - 7 juillet 2026

de M. Ronan LE GLEUT, Mme Hélène CONWAY-MOURET et M. Étienne BLANC au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées

« La dissuasion avancée » : renforcer la défense de l'Europe dans le respect de l'indépendance nationale

Rapport d'information n° 950 (2025-2026) - 16 septembre 2026 :

de MM. Pascal ALLIZARD et Patrice JOLY au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées

Territoires - collectivités

« Petites villes de demain » : mettre l'avenir au centre

Rapport d'information n° 40 (2025-2026) - 15 octobre 2025

de Mme Nicole BONNEFOY et M. Louis-Jean de NICOLAY au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

Ingénierie publique : l'avenir en projet

Rapport d'information n° 724 (2025-2026) - 10 juin 2026

de Mme Nicole BONNEFOY et M. Louis-Jean de NICOLAY au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

Transports

Projet de loi cadre relatif au développement des transports

Rapport n° 523 (2025-2026) - 8 avril 2026

de M. Didier MANDELLI au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

Transports collectifs : pour une billettique levier de solidarité, de simplicité, d'efficacité

Rapport d'information n° 783 (2025-2026) - 24 juin 2026

de M. Franck DHERSIN, M. Jacques FERNIQUE, M. Olivier JACQUIN et M. Pierre Jean ROCHETTE au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

05 Travaux des délégations pour les élus locaux

Démocratie locale : décentralisation et déconcentration

Les fusions de communes (Allemagne - Belgique - Italie - Angleterre)
Étude de législation comparée - juillet 2026
réalisée à la demande de Mme Catherine BELRHITI, sénatrice de la Moselle

Agir ensemble pour simplifier - bilan 2023-2026 de la délégation
Rapport d'information n° 797 (2025-2026) - 25 juin 2026
de MM. Bernard DELCROS et Rémy POINTEREAU au nom de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation

Intercommunalité : affirmer la logique de partenariat des territoires
Rapport d'information n° 771 (2025-2026) - 18 juin 2026
de Mme Catherine BELRHITI, MM. Éric KERROUCHE, Didier RAMBAUD et Grégory BLANC au nom de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation

Rapprocher la décision, renforcer l'efficacité : la subsidiarité au service des territoires. Actes du colloque du 28 mai 2026, en partenariat avec Départements de France et l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe
Rapport d'information n° 711 (2025-2026) - 5 juin 2026
de M. Bernard DELCROS et Mme Pascale GRUNY au nom de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation

La coopération intercommunale en Europe (Allemagne - Belgique- Espagne - Italie)
Étude de législation comparée - avril 2026
réalisée à la demande de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation

Éducation

La compétence scolaire des collectivités territoriales face aux évolutions démographiques et aux défis d'aménagement du territoire
Rapport d'information n° 186 (2025-2026) - 4 décembre 2025
de M. Bernard DELCROS, Mme Corinne FÉRET, MM. Bernard BUIS et Laurent SOMON au nom de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

XX=XY : féminiser les sciences, dynamiser la société
Rapport d'information n° 9 (2025-2026) - 7 octobre 2025
de Mmes Marie-Do AESCHLIMANN, Jocelyne ANTOINE, Laure DARCOS et Marie-Pierre MONIER au nom de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité entre les hommes et les femmes

Égalité homme/femme

Égalité entre les femmes et les hommes, quels objectifs européens ? Quelles contributions des collectivités territoriales ? Actes des tables rondes du 28 avril 2026
Rapport d'information n° 660 (2025-2026) - 27 mai 2026
de M. Bernard DELCROS et Mme Dominique VÉRIEN, au nom de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation et de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité entre les hommes et les femmes

Environnement

L'évaluation de la décarbonation du secteur des transports terrestres en application de l'article 73 de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités

Rapport d'information n° 848 (2025-2026) - 2 juillet 2026

de MM. Pierre MÉDEVIELLE, sénateur et Jean-Luc FUGIT, député au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques

Pour une approche inclusive du développement durable des territoires ruraux à l'ère des transitions

Rapport d'information n° 796 (2025-2026) - 25 juin 2026

de MM. Laurent BURGOA, Franck MONTAUGÉ et Mme Ghislaine SENÉE au nom de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation

Agences de l'eau : à contre-courant des décisions des élus ?

Rapport d'information n° 441 (2025-2026) - 26 février 2026

de MM. Bernard DELCROS, Cédric VIAL, et Gérard LAHELLEC au nom de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation

Les apports de la science pour lutter contre la dermatose nodulaire contagieuse

Rapport d'information n° 322 (2025-2026) - 29 janvier 2026

de Mme Sonia de LA PROVÔTÉ, sénatrice et M. Gérard LESEUL, député, au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques

Étude d'option sur l'urgence d'un financement solidaire pour la GEMAPI

Rapport d'information n° 215 (2025-2026) - 11 décembre 2025

de MM. Rémy POINTEREAU, Hervé GILLÉ et Jean-Yves ROUX au nom de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation

Finances, économie, emploi et numérique

Compensation des suppressions ou exonérations de fiscalité locale : les collectivités sont-elles perdantes ?

Rapport d'information n° 799 (2025-2026) - 25 juin 2026

de M. Bernard DELCROS, Mme Nadine BELLUROT et M. Thierry COZIC au nom de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation

Les impacts technologiques de l'évolution du mix énergétique et ses conséquences sur l'outil industriel et les réseaux

Rapport d'information n° 166 (2025-2026) - 27 novembre 2025

de MM. Patrick CHAIZE, sénateur et Joël BRUNEAU, député au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques

Élus locaux : comment faire face aux surcoûts de la construction publique ? Rapport d'information n° 120 (2025-2026) - 12 novembre 2025

de M. Fabien GENET, Mme Anne-Catherine LOISIER, M. Cédric CHEVALIER et Mme Patricia SCHILLINGER au nom de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation

Quelles valeurs en 2050 ? Les valeurs dans le champ économique

Rapport d'information n° 10 (2025-2026) - 7 octobre 2025

de M. Éric DUMOULIN, Mme Vanina PAOLI-GAGIN et M. Stéphane SAUTAREL au nom de la Délégation sénatoriale à la prospective

Outre-Mer

Les filières économiques d'avenir outre-mer : un océan d'opportunités

Rapport d'information n° 850 (2025-2026) - 2 juillet 2026

de Mmes Annick GIRARDIN, Marie-Laure PHINERA-HORTH et Vivette LOPEZ au nom de la Délégation sénatoriale aux outre-mer

La coopération et l'intégration régionales des outre-mer - volet 3 : bassin océan Pacifique

Rapport d'information n° 671 (2025-2026) - 28 mai 2026

de MM. Christian CAMBON, Guillaume CHEVROLLIER, Mme Solanges NADILLE et M. Rachid TEMAL au nom de la Délégation sénatoriale aux outre-mer

Les enjeux pour les outre-mer du prochain cadre financier pluriannuel de l'Union européenne (2028-2034)

Rapport d'information n° 426 (2025-2026) - 20 février 2026

de MM. Olivier BITZ, Georges NATUREL et Saïd OMAR OILI au nom de la Délégation sénatoriale aux outre-mer

La coopération et l'intégration régionales des outre-mer - volet 2 : bassin océan Atlantique

Rapport d'information n° 113 (2025-2026) - 6 novembre 2025

de M. Christian CAMBON, Mmes Evelyne CORBIÈRE NAMINZO et Jacqueline EUSTACHE-BRINIO au nom de la Délégation sénatoriale aux outre-mer

Santé et social

France Services en quartier prioritaire de la ville, de nouveaux défis

Rapport d'information n° 772 (2025-2026) - 18 juin 2026

de M. Hervé REYNAUD et Mme Anne-Sophie PATRU au nom de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation

L'évolution des valeurs sociales à l'horizon 2050

Rapport d'information n° 733 (2025-2026) - 11 juin 2026

de MM. Pierre BARROS, Bernard FIALAIRE et Khalifé KHALIFÉ au nom de la Délégation sénatoriale à la prospective

Réforme des Agences régionales de santé : construire la proximité.

Rapport d'information n° 657 (2025-2026) - 26 mai 2026

de Mmes Pascale GRUNY, Guylène PANTEL et Céline BRULIN au nom de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation

Direction de la communication

15, rue de Vaugirard
75 291 Paris Cedex 06
+33 (0)1 42 34 20 00

senat.fr